

*L'Adresse—M. Trudeau*

2. Les deux conviennent qu'une guerre nucléaire ne devrait jamais être déclenchée.

3. Les deux souhaitent s'affranchir des risques d'une guerre accidentelle ou d'une attaque surprise.

4. Les deux reconnaissent le danger inhérent aux armes déstabilisatrices.

5. Les deux comprennent la nécessité de disposer de techniques améliorées pour gérer les crises.

6. Les deux alliances sont conscientes des conséquences funestes qu'entraînerait le fait d'être la première à lancer une attaque.

7. Les deux ont intérêt à accroître leur sécurité et à en réduire les coûts.

8. Les deux ont intérêt à prévenir la prolifération des armes nucléaires dans les autres pays, souvent appelée prolifération horizontale.

9. Les deux en sont arrivés prudemment à reconnaître leurs intérêts mutuels et légitimes au chapitre de la sécurité.

10. Les deux comprennent que leur sécurité stratégique ne peut dépendre de la défaillance politique ou économique de l'autre.

Décatalogue modeste, sans doute. Mais, en cette période où se manifestent des signes de résorption de la crise, peut-être est-il à propos de revenir à l'essentiel, de redémarrer en nous appuyant sur les principes auxquels nous pouvons adhérer de part et d'autre, de trouver un point de départ, une base commune, même restreinte. Nous entendons donc nous appuyer sur ces dix principes pour cerner les éléments d'une communauté d'intention propre à rapprocher les dirigeants de l'Est et de l'Ouest.

Je m'appête à écrire aux présidents Reagan et Andropov, à des dirigeants des deux alliances et à d'autres hommes d'État pour leur proposer ces principes comme base de rapprochement entre les deux camps, car il existe des points d'accord à côté des sujets de désaccord. Il y a un moyen de sortir de l'impasse des derniers mois. On peut percevoir des indices prometteurs et je pense que la crise a inversé son cours.

Si nous considérons le travail accompli au cours des quatre derniers mois et les perspectives pour les mois à venir, nous avons lieu d'être encouragés par les résultats que nous commençons à observer. Ainsi, nous avons cherché à susciter un dialogue entre l'Est et l'Ouest. Ce dialogue est engagé. Nous avons également cherché à persuader les deux camps de mettre une sourdine à leur rhétorique. Là aussi, nos efforts commencent à porter fruit.

● (1130)

J'ai en outre cherché à m'associer à des dirigeants d'opinions semblables dans divers milieux un peu partout dans le monde. Beaucoup parmi eux ont engagé, ou poursuivi, leurs propres initiatives pour réduire les tensions, et avancé des propositions personnelles pour le contrôle des armements. Mon collègue, le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et moi-même avons poursuivi l'initiative du Canada au sein d'institutions multilatérales, dans des contacts bilatéraux, à des conférences spéciales et dans des entretiens avec des groupes et des individus.

Nous avons imprimé une impulsion politique aux relations entre l'Est et l'Ouest; mais cette impulsion n'est pas suffisante en soi. Il faut y ajouter le soutien de l'imagination et la force

de la persistance, et l'appuyer par des actes. En effet, nous avons besoin d'imagination pour trouver des idées inédites nous permettant de résoudre de vieilles impasses et de faire face à de nouveaux dangers, de persistance pour négocier de nouvelles ententes et relever les défis de la technologie, et d'actes, fussent-ils très humbles, pour manifester notre bonne foi. Nous devons aussi prendre des mesures précises, comme trouver les moyens de vérifier les ententes sur le contrôle des armements, et favoriser la tenue de consultations régulières entre l'Est et l'Ouest.

[Français]

Au cours des mois à venir, monsieur le Président, le Canada s'appliquera à consolider les progrès réalisés jusqu'ici pour favoriser le développement et la mise en œuvre de nos idées. Nous ne prétendons pas détenir le monopole des propositions et nous ne nous attendons pas non plus à les voir acceptées du jour au lendemain. Ce qui compte, c'est qu'au moins quelques-uns des principaux baromètres des relations entre l'Est et l'Ouest montrent qu'elles ont enfin cessé de se mettre au rouge. J'entends pour ma part poursuivre mes efforts en ce sens, quoique de façon nécessairement moins intensive qu'au cours des derniers mois. On reconnaîtra que 16 pays plus les Nations Unies en trois mois, monsieur le Président, c'est un rythme auquel je ne peux me soumettre tout au long de l'année; mais j'ai l'intention de me rendre à Moscou lorsque les circonstances le permettront. Mes collègues du Cabinet, nos ambassadeurs à l'étranger et tous les Canadiens qui partagent nos buts assureront également le suivi de notre initiative.

Le Canada fera sa part dans les assemblées de l'Ouest, dans les pourparlers bilatéraux, aux réunions et conférences multilatérales et dans les contacts avec l'Union soviétique et ses alliés.

Nous mettrons toutes nos énergies à favoriser les progrès à la Conférence de Stockholm, comme l'avancement des pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Et si ces pourparlers traînent en longueur, le Canada veillera à ce que les dirigeants politiques interviennent de nouveau personnellement pour les stimuler. Mais lorsque les négociations de Vienne reprendront le mois prochain, l'OTAN devra absolument être en mesure de répondre à la proposition faite l'été dernier par les membres du Pacte de Varsovie.

Après plus amples consultations avec nos alliés de l'OTAN, nous diffuserons au cours de la session actuelle de la Conférence de Genève sur le désarmement trois propositions destinées à ralentir la poussée des nouvelles techniques. Nous renforcerons ainsi la stratégie d'asphyxie que j'ai mise de l'avant dès 1978. Ces propositions sont les suivantes: Interdiction de mettre au point des systèmes anti-satellites à haute altitude; restriction à la mobilité des missiles balistiques intercontinentaux; amélioration des possibilités de vérification des nouveaux systèmes d'armement stratégique.

D'ici la révision du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, l'année prochaine, nous continuerons d'exhorter les deux groupes à en respecter les engagements, car la sécurité forme un tout indissociable. Et si des pays non détenteurs d'armes nucléaires décident d'en acquérir, la sécurité de chaque être humain se trouvera menacée.

Selon le compromis à la base du Traité sur la non-prolifération, les puissances nucléaires devaient réduire leurs arsenaux et les États non nucléarisés acceptaient en contrepartie de ne pas se doter d'armes atomiques. Les uns et les autres devaient,